



Déclaration préalable FSU 88
Comité Social d'Administration Spécial Départemental
25 mars 2024



Nous sommes réunies ce lundi pour acter les fermetures de postes en collège. Cela devient un rituel depuis toutes ces années... On continue sur la même lancée pour l'Académie de Nancy-Metz et le département des Vosges. Nous ne cessons de voir les postes d'enseignant·es fondre comme neige au soleil, les services arguant du fait que nous perdons des élèves. Pour les postes de technologie, on continue la purge suite à la réforme de l'an passé ! Le temps n'est-il pas venu d'entendre enfin les personnels qui sont tous les jours sur le terrain et qui s'en sortent comme ils et elles le peuvent avec des bouts de chandelles ? Ne pourrait-on pas utiliser cette baisse d'effectifs pour prendre mieux en charge les difficultés des élèves avec des classes moins chargées et répondre une bonne fois pour toutes aux réels besoins des élèves ? Besoins que l'on sait invoquer lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre une inclusion à bas coût, mais qui sont difficiles voire impossibles à prendre en compte dans les conditions actuelles...

Toute décision en matière d'éducation est politique. Choisir d'aligner le nombre d'élèves par classe sur une moyenne nationale (qui est trop élevée) et de mettre en place une énième réforme du collège avec l'instauration de groupes de « besoins » au lieu de répondre à la demande forte des personnels et des parents d'élèves de réduire ce même nombre d'élèves par classe est profondément politique : c'est la succession de choix allant dans ce sens que nous dénonçons et combattons.

Nous ne savons plus quelle est la dernière terminologie officielle pour désigner les groupes de niveaux, et le sujet divise Mme la ministre de l'Éducation Nationale et M. le Premier Ministre, la visioconférence avec les chef·fes d'établissements en étant une illustration. Elle qui en tant que rectrice démissionna en dénonçant le manque de moyens semble réduite au rôle d'assistante du Premier ministre...

Sur le terrain, nous savons que ces groupes de niveaux ne vont pas contribuer à l'amélioration des résultats, d'autant que les moyens horaires pour leur mise en place ne sont pas suffisants partout. Pour rappel, nous avons testé un dispositif de la sorte en langues vivantes : les « groupes de compétences » ; nous avons vu le résultat, aucune amélioration, c'était même devenu pire et personne n'en parle plus ! Comme d'habitude, aucun bilan de cette réforme n'avait été effectué, sans doute par peur du désaveu.

Nous subissons depuis quelques décennies maintenant les lubies des ministres successifs : un empilement de réformes qui contribue à une perte de sens de notre métier et à accroître la souffrance au travail des personnels (comme la réforme du bac, vecteur d'anxiété pour les élèves et dont nous ne comptons plus les versions). Pour les élèves de 6e et 5e, dès la rentrée prochaine, ça sera l'éclatement du groupe classe, la perte de repères, le tri social déjà dès l'entrée au collège : les bons entre eux, les mauvais entre eux. Pour les enseignant·es, les emplois du temps seront complexifiés ; imaginons l'emploi du temps de notre collègue qui se retrouvera sur deux ou trois établissements dans des départements ruraux, où les distances entre deux établissements sont importantes ! Rien d'étonnant que de plus en plus d'étudiant·es se détournent des métiers de l'Éducation Nationale quand on connaît la maltraitance que nous subissons : des salaires qui n'attirent plus, la perte de liberté pédagogique et la maltraitance psychologique face à une

hiérarchie toujours prompte à culpabiliser les enseignants.

Comme si cela ne suffisait pas, les postes de de TZR sont aussi impactés alors qu'on connaît toutes et tous les difficultés à trouver un·e remplaçant·e formé·e dans la plupart des disciplines. Le Rectorat préférant nommer des contractuel·les sur zone de remplacement, lesquelles sont souvent nommées avant les titulaires : c'est le monde à l'envers, un monde où la calculette fait office de règle ! Faire mieux avec moins en faisant fi de la santé mentale des personnels et du bien-être des élèves.

Face à ce constat accablant, la FSU exige toujours l'augmentation des salaires et des pensions, augmentation qui passe par une revalorisation du point d'indice et non pas par une rémunération dite « au mérite », ni par le pacte dont nous demandons l'abandon. La FSU se bat pour une augmentation des moyens dans les services publics qui permette dans l'Éducation Nationale de baisser le nombre d'élèves par classe, à rebours d'une école minimaliste, favorisant le tri et la ségrégation sociale, et contraire aux principes de la République.